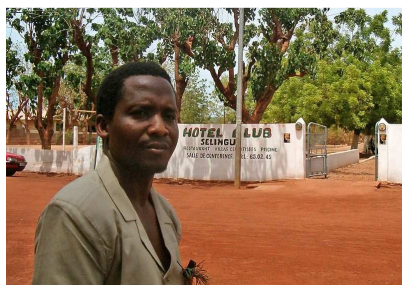


(Edition du journal « [Le Pays](#) » du 20 décembre 2012)

Le vice-président du Réseau des organisations paysannes, Ibrahima Coulibaly, n'est pas content de la tournure que prennent les négociations pour la mise en place du Tarif extérieur commun (TEC) de la CEDEAO. Pour lui, la société civile, notamment le ROPPA, qui était impliquée jusque-là est mise à l'écart alors que les enjeux sont très importants pour l'agriculture africaine. Le point d'achoppement reste le niveau de protection pour le riz et le lait local.



Ibrahima Coulibaly, vice-président du ROPPA

« Le Pays » : Qu'est-ce qui dérange le monde paysan à l'état actuel des négociations sur le TEC de la CEDEAO ?

Ibrahima Coulibaly : Ce qui nous pose problème, toutes les populations et aux économies africaines, c'est que notre TEC est parmi les plus bas du monde. Ni l'agriculture ni nos industries ne sont protégées. De notre point de vue et cela tous les économistes vous le confirmeront, un pays qui ne protège pas son économie ne peut jamais prospérer. Non seulement, nous ne sommes pas protégés et nos autorités sont en train de négocier des accords de libre échange pour être en concordance avec les accords de l'OMC. Les secteurs productifs devraient être consolidés avant, et pour le faire, il faut les protéger avant d'aller à cette ouverture. Pour nous, ce qui se passe est inacceptable.

Les négociations sont en cours et, tôt ou tard, il faudra bien signer. Quel accord serait juste pour vous ?

L'accord juste est cet accord qui permettra aux producteurs de riz du Sourou et de l'office du Niger de pouvoir cultiver leur riz, de le vendre et d'en vivre dignement. C'est l'accord qui permettra de consommer le riz dans l'année où il a été récolté, c'est-à-dire un riz de bonne qualité. C'est cet accord qui permettra à l'éleveur de pouvoir disposer de bêtes adaptées à la production de lait, de pouvoir investir pour produire plus et avec des équipements de collecte et de pasteurisation adéquats pour être vendus sur place.

Concrètement, voulez-vous une plus forte taxation à l'importation du riz et du lait qui font la concurrence à nos filières locales ?

C'est cela. Tout le monde l'a déjà fait, pour être conforme avec les objectifs de la politique communautaire. Mais je voudrais tout de suite rassurer les consommateurs que nous ne sommes pas contre eux parce que le producteur est également un grand consommateur. Nous ne demandons pas une augmentation des prix à la consommation. Si on ne protège pas nos économies ne serait-ce qu'un temps, jamais nous n'émergerons.

On a l'impression que vous prêchez dans le désert depuis 2002. Les autorités sont-elles réceptives à vos préoccupations ?

Je pense qu'on nous entend et on nous a entendus. Ce que je voudrais dire ici, c'est que nos espaces d'intégration subissent beaucoup de pression de la part de nos partenaires. Savez-vous que c'est à la

demande du ROPPA qu'une cinquième bande tarifaire à 35% a été adoptée au TEC de la CEDEAO ? Cette bande pose justement des problèmes à l'Union européenne qui veut accélérer les négociations sur les APE. Le débat actuel est de voir quel produit on protège et à quel taux. Nous pensons qu'avec ce taux, 10% pour le riz et 5% pour le lait, cela va détruire nos filières locales.

Le problème, selon vous, c'est l'Union européenne qui ne veut pas de la cinquième bande avec les taux élevés que vous proposez ?

Absolument. Les APE sont l'émanation de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'Europe cherche à régler ses problèmes aussi. Et nous ? Qui cherche à régler les nôtres ? Nous croyons fort que si nous voulons être un jour autosuffisants et pouvoir assurer notre souveraineté alimentaire, il nous faut appliquer des politiques responsables et courageuses qui permettront aux producteurs d'avoir envie de produire, d'investir dans l'agriculture afin d'offrir des produits de qualité aux consommateurs. Il ne faut plus permettre que nos marchés soient envahis par des produits généralement de mauvaise qualité et qui ne sont pas vendus à leur vrai prix à cause du dumping.

Quels sont les principaux produits que vous souhaitez voir très protégés ?

Nous demandons une protection pour beaucoup de produits. Mais nous pensons que pour ce qui concerne les filières stratégiques comme le riz et le lait, on ne doit pas transiger. Ce sont des produits de très grande consommation qui pèsent lourd dans notre balance commerciale. Ce sont des devises que nous arrivons difficilement à collecter qui repartent ainsi dans l'achat de la nourriture hors régions. C'est absurde pour nous de vendre des produits agricoles pour aller en acheter ailleurs alors que nous avons la possibilité de le faire sur place.

Beaucoup de produits sont concernés par notre demande de protection : il y a la volaille, le poisson, etc. Vous avez vu que la filière avicole de certains pays a failli disparaître lorsqu'ils ont ouvert leur marché à l'importation de poulets et d'abats de volaille. Imaginez ce qui adviendrait des poulets bicyclettes du Burkina si on ouvrait le marché. Ici, on a la capacité de produire, sa qualité est reconnue au-delà des frontières du Burkina. Il nous appartient de le protéger et de le développer. Dans notre entendement, tous les produits locaux transformés sur place devraient être également protégés pour permettre à notre agro-industrie de prendre son envol. Il s'agit du couscous des différentes céréales, par exemple.

Si on caricature votre position, ce serait : mettons-nous à niveau avant d'ouvrir nos marchés.

Ce n'est pas une caricature. C'est ce que nous demandons. L'Union européenne l'a fait, la Chine également. Cela a été le cas avec les Dragons de l'Asie. Maintenant, c'est le tour de l'Afrique, on ne comprend pas pourquoi nos dirigeants hésitent. Si on ne fait rien, on sera le dépotoir du monde ; tout le monde viendra se débarrasser de ses excédents sur nos marchés. L'UEMOA, c'est un marché de 70 millions de consommateurs, avec la CEDEAO on est à plus de 250 millions. Ce marché doit servir à nos économies d'abord et non d'exutoire au surplus de l'Asie ou de l'Europe.

Par rapport aux négociations en cours, des informations font état que vous en êtes exclus. Sont-elles exactes ?

Il y a quelque chose d'anormal. Nous avons toujours participé aux côtés de la CEDEAO aux discussions sur l'élaboration du TEC en vue des APE. Nous étions partie prenante du processus jusque-là. Je vous disais que nous sommes à l'origine de l'instauration de la 5e bande tarifaire. Il y a eu une rencontre dernièrement sur la détermination de la taxation des produits à Abidjan ; la société civile n'y a pas été associée encore moins le ROPPA qui portait les préoccupations des producteurs de la sous-région. Nous représentons des agents économiques, nous produisons également. L'avenir de nos pays en dépend. On ne peut pas donc laisser cela aux mains seulement des fonctionnaires.

Vous n'avez pas confiance en eux ?

Nous pensons qu'il y a des pressions sur eux pour nous écarter (nous n'avons pas de preuve) et ce serait une erreur qu'ils décident sans nous, qu'ils ne nous écoutent pas parce que nous avons des

arguments pour soutenir nos positions. Ils sont incontestables et tout le monde peut les comprendre. Si on nous exclut maintenant ; c'est que quelque chose ne va pas.

Est-ce que les politiques sont d'accord avec vos prises de position ?

Oui, ils nous le disent. Plusieurs fois, des ministres nous ont dit que nous les aidions beaucoup pour les négociations. Mais le problème, c'est qu'il y a des non-dits. Nos pays sont dépendants des appuis qu'ils reçoivent des pays européens. Il y a des appuis budgétaires qui font que certains pays sont très malléables et corvéables. Et nous pensons que si nous ne sommes pas à leurs côtés, personne ne fera entendre notre voix. Il nous faut surtout une entité forte, un espace douanier unique pour parler d'une seule voix ce qui n'est vraiment pas le cas actuellement. Et je vous assure que si la CEDEAO n'existait pas, tous les pays auraient déjà signé. Vous avez vu la pression qui a été exercée sur la Côte d'Ivoire et le Ghana pour signer un APE à part. On aurait fait la pression sur tous les pays et ils auraient signé depuis. Donc, il nous faut être également plus solidaires.

Malgré tout, vous restez optimiste ?

On n'a pas le choix. Un peuple ou un pays comme le disait notre président d'honneur Cissoko, ne peut se suicider collectivement. Nous allons faire en sorte que les politiques comprennent qu'ils sont d'abord à notre service. Ils doivent être au service du peuple et non penser perpétuellement à leur plan de carrière. S'ils ne comprennent pas cela, nous sommes en droit de contester leur légitimité.

Propos recueillis par Abdoulaye TAO

Journal Le Pays du 19 décembre 2012 <http://www.lepays.bf/?TARIF-EXTERIEUR-COMMUN-DE-LA>